

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

CANADA

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Harvey Lazar, France St-Hilaire, (dirs.), *Money, Politics and Health Care : Reconstructing the Federal Provincial Partnership*, 19 janvier 2004, 320 pages.

<http://www.irpp.org/fr/books/index.htm>

Relations fédérales–provinciales en matière de soins de santé : une analyse approfondie des questions de financement, de déséquilibre fiscal et des diverses options de politiques publiques.

■ Cette monographie, basée sur des études précédentes préparées pour la Commission Romanow, porte sur les relations fédérales–provinciales dans le domaine des soins de santé. L'ouvrage traite des divers aspects du financement des soins de santé, du déséquilibre fiscal, du rôle du gouvernement fédéral, des méthodes de résolution des conflits et des options de politiques publiques en matière de soins de santé, notamment les arrangements budgétaires et fiscaux. La conclusion principale de l'ouvrage est qu'une amélioration des relations fédérales–provinciales est requise afin de soutenir adéquatement le système public canadien d'assurance-santé.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances, *Équilibre fiscal au Canada : les faits*, 16 janvier 2004, 7 pages.

http://www.fin.gc.ca/facts/fbcfacts7_f.html

Selon le gouvernement fédéral, rien ne prouve l'existence d'un déséquilibre fiscal vertical au Canada.

■ Dans ce document d'information technique, le Ministère des finances du Canada tente de déterminer si les deux paliers de gouvernement ont accès à des sources de recettes leur permettant de s'acquitter des responsabilités qui leur incombent. En se basant sur une étude, le Ministère argumente que la répartition des pouvoirs en matière d'imposition au Canada est unique, que les deux paliers de gouvernement ont pleinement accès à toutes les principales sources de recettes et, par conséquent, que le concept traditionnel de déséquilibre fiscal vertical ne s'applique pas au Canada.

CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA (CNRC)

Erkki Koskela, Markku Ollikainen, « A Behavioral and Welfare Analysis of Progressive Forest Taxation », *Revue canadienne de recherche forestière*, décembre 2003, Vol. 33, No. 12, page 2352, 9 pages.

http://pubs.nrc-cnrc.gc.ca/cgi-bin/rp/rp2_tocs_f?cjfr_cjfr12-03_33
(pour commander en ligne)

Analyse microéconomique et comportementale de l'effet des taxes forestières progressives.

● Dans le cadre d'une étude sur les effets comportementaux et les impacts sur le bien-être social induits par la progressivité de taxes forestières, nous utilisons le modèle de révolution de Hartman. Les résultats présentés dans cette étude concernent des taxes appliquées aux volumes récoltés et aux volumes sur pied. Ils sont de trois ordres. Premièrement, nous constatons que, du point de vue du propriétaire, l'accroissement d'une taxe sur les volumes réduira l'âge optimal de révolution quand son effet sur le revenu est neutre à cause de la compensation engendrée par une exemption fiscale croissante. Une condition suffisante pour maintenir ce résultat à l'égard des taxes unitaires ou au rendement réside dans la non-décroissance de la valeur marginale des aménités accompagnant le vieillissement du peuplement forestier. Deuxièmement, si la société peut imposer une taxe qui est neutre en regard de la productivité du site et que les revenus collectés, qui augmentent proportionnellement avec les volumes récoltés ou en croissance, suffisent à internaliser les externalités induites par les coupes privées, cette taxe forestière sera optimale au plan social. Enfin, même si une taxe sur la productivité des sites n'est pas applicable, la structure fiscale devrait être conçue de manière à ce que l'effet des exemptions fiscales soit neutre. Cela implique que l'ajustement comportemental induit par une taxe forestière optimale reste le même.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Norma Kozhaya, *La hausse des droits de scolarité réduirait-elle l'accessibilité aux études universitaires?*, Note économique, février 2004, 4 pages.

http://www.iedm.org/etudes/universites_fr.pdf

L'augmentation des frais de scolarité n'affecterait pas l'accessibilité aux études supérieures, et serait essentielle afin de maintenir la qualité de l'enseignement universitaire.

● Selon une perception très répandue et véhiculée en particulier par les associations étudiantes, l'amélioration de l'accès à l'éducation supérieure passe nécessairement par une participation financière minimale, voire même nulle, de la part des étudiants. Malgré cela, un nombre grandissant d'administrateurs universitaires et d'intervenants du monde académique et politique suggèrent d'augmenter les droits de scolarité, de façon à pallier ce qu'ils perçoivent être un sous-financement qui affecte la qualité de l'enseignement supérieur. Ce débat est en réalité basé sur une fausse alternative. Les données disponibles pour les provinces canadiennes n'indiquent en effet pas de relation directe entre le niveau des droits de scolarité et l'accessibilité aux études universitaires. En d'autres mots, des droits de scolarité peu élevés ne sont pas associés avec des taux de fréquentation élevés. C'est même l'inverse qui est vrai.

Claude Castonguay, *Santé: Sommes-nous condamnés à des crises perpétuelles?*, discours devant l'Institut économique de Montréal, Club universitaire de Montréal, 27 janvier 2004, 6 pages.

<http://www.iedm.org/castonguay1.html>

Le père du régime d'assurance-maladie du Québec plaide en faveur d'un système de santé privé parallèle.

■ L'effet combiné des changements profonds qui se sont produits au cours des trente dernières années fait en sorte que notre système de santé n'est plus en mesure de répondre de façon satisfaisante aux besoins de la population. Depuis le début des années quatre-vingt dix, au Québec comme dans les autres provinces, les pressions sur le système se font de plus en plus fortes et provoquent périodiquement des crises. Présentement, les gouvernements des provinces doivent consacrer pas moins de 40% de leurs revenus à la santé. Il en résulte des pressions intenable sur tous les autres secteurs de l'activité gouvernementale. Le conférencier conclut que notre système de santé, dans sa forme actuelle, n'est plus viable financièrement à moyen et long terme. Selon lui, les seuls changements qui auraient un effet vraiment significatif sont l'introduction de frais modérateurs et le développement d'un système privé parallèle.

Léger Marketing et IEDM, *Les Québécois tiennent aux diminutions d'impôt*, 29 janvier 2004, 1 page.
<http://www.iedm.org/sondage010402.html>

Selon ce sondage, une forte majorité de la population québécoise tient aux réductions d'impôt promises par le Parti libéral du Québec.

■ Selon un sondage Léger Marketing commandé par l'Institut économique de Montréal (IEDM), une forte majorité de la population québécoise (70%) souhaite que le gouvernement respecte son engagement électoral de réduire les impôts de un milliard de dollars dès l'année 2004. De plus, contrairement à ce que pourrait laisser croire le discours et les actions récentes des chefs syndicaux, les travailleurs syndiqués sont ceux qui réclament le plus massivement les baisses d'impôt. Trois syndiqués sur quatre (75,1%) veulent en effet que le gouvernement respecte son engagement de réduire le fardeau fiscal.

FRASER INSTITUTE

Mark Mullins, *Pickpocket Economics: Tax and Fee Hikes Still Leave Large Deficits*, Fraser Alert, janvier 2004, 5 pages.
<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/pickpocket.pdf>

Afin de combler le déficit ontarien, la charge fiscale et les tarifications de services augmentent.

■ People in Ontario may pay the equivalent of \$200 each in new provincial taxes and user fees this year – or more than \$550 per household – and the budget will still be in deficit, according to Ontario Deficit Watch, a regular update of government policies intended to balance the Ontario budget, released by The Fraser Institute. Balancing the budget will require an even larger tax and fee hike next year.

Neils Veldhuis, Jason Clemens, « A Rising Tide Lifts All Boats », dans *Fraser Forum*, janvier 2004, 2 pages.
<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/A%20Rising%20Tide%20Lifts%20All%20Boats-Jan04fftide.pdf#>

La croissance économique canadienne des dernières années n'a pas été bénéfique seulement pour les riches, mais aussi pour les personnes à faible revenu.

● The growth of the Canadian economy slowed in 2003, but prior to that, between 1998 and 2002, it did grow at relatively high rates. That strong Canadian economy translated into higher personal incomes, more jobs, and improved living standards than would have been the case had the economy been less robust. But did that strong growth help all segments of the population, including the most disadvantaged? Does economic growth benefit those with the lowest incomes? Former United States President John F. Kennedy once proclaimed in reference to the economy, "A rising tide lifts all boats." Evidence from Statistics Canada seems to prove him correct.

Jason Clemens, Neils Veldhuis, « Good News for Taxpayers », dans *Fraser Forum*, janvier 2004, 3 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/chapterfiles/Good%20News%20for%20Taxpayers-Jan04fftaxpayers.pdf#>

Le Fraser Institute se réjouit des réductions d'impôt des dernières années, et encourage les gouvernements à continuer dans cette voie.

■ It may seem strange to read about tax optimism from The Fraser Institute. For more provinces the number of days the family works for the government has been decreasing and the day in the year in which Canadians have earned enough money to pay their total tax bill (Tax Freedom Day), fell on June 28th in 2003. Moreover, we are constantly suggesting that more must be done to reduce the tax burden and restructure the tax system to make Canada friendlier to investment, entrepreneurship, diligence, and risk-taking. Admittedly, there is a long road ahead of us if we are to attain significant advances in economic and social prosperity. The optimists among us trust that 2004 will see additional steps in the right direction, including further cuts to personal income taxes and capital based taxes.

MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC

Ministère des Finances, *Document de consultations prébudgétaires 2004-2005*, décembre 2003, 54 pages.

<http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/consultation/pdf/consultationsprebudgetaires.pdf>

Les grands constats des finances publiques du Québec : la situation démographique, le niveau des dépenses publiques, le fardeau fiscal des contribuables québécois, la dette du Québec et la situation en ce qui a trait aux transferts fédéraux et au déséquilibre fiscal.

● La transformation de la société québécoise, comme celle de l'environnement dans lequel elle évolue, exige de reconsidérer l'action de l'État de même que certains de nos choix collectifs. Elle exige qu'un regard critique soit porté sur notre situation, un regard prospectif qui porte sur l'avenir que nous souhaitons pour le Québec. Cette vision sera au coeur de nos choix et sera à la base des objectifs qui guideront notre action. Un des constats que nous pouvons dresser est que la situation des finances publiques demeure très fragile. Les contribuables québécois sont lourdement taxés et, malgré la croissance de l'emploi, notre richesse collective continue d'être inférieure à celle des autres Canadiens. De plus, malgré le déficit zéro, la dette totale du Québec n'a cessé de croître. Aujourd'hui, des réformes profondes sont nécessaires. La simple recherche d'économies n'est plus, depuis longtemps, à la mesure des défis. La problématique des finances publiques commande des solutions durables pour le Québec d'aujourd'hui ainsi que pour celui de demain. Le Québec doit trouver les solutions qui lui conviennent, s'adapter au changement, préserver ses principaux acquis sociaux et sa capacité à se gouverner. Pour le gouvernement, cela signifie adapter ses services aux nouveaux besoins comme à la capacité de payer des Québécoises et des Québécois et s'assurer que les outils dont il dispose pour percevoir ses revenus sont appropriés. Pour mieux comprendre les enjeux auxquels le Québec est confronté, il convient d'abord de dresser les grands constats à l'égard de nos finances publiques. Ces constats portent sur la situation démographique, le niveau des dépenses publiques, le fardeau fiscal des contribuables québécois, la dette du Québec et la situation en ce qui a trait aux transferts fédéraux et au déséquilibre fiscal.

ÉTATS-UNIS

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE – BROOKINGS INSTITUTION)

Rudolph G. Penner, *Searching for a Just Tax System*, janvier 2004, 32 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/410907_TPC_DP13.pdf

Une réflexion portant sur les diverses conceptions de l'équité fiscale.

● Despite the intensity of the debate over President Bush's tax policies, all political factions seem to agree that tax and spending programs should, on average, distribute economic resources from the rich to the poor. The arguments involve the amount of redistribution; only fringe groups ask whether it should occur at all. Liberals argue that a tax policy change is fair if it reduces discrepancies in the distribution of after-tax income. Moderate conservatives focus on the share of the cost of government borne by different income groups and argue that all is well as long as a tax change raises the share of the total tax burden borne by the more affluent. Many pure conservatives favor a flat tax, and some believe that the base of the tax should be consumption rather than income. Nevertheless, they believe in protecting lower income groups with large exemptions. They just don't care much about the distribution of economic resources among the middle class, the moderately rich, and the filthy rich. Pure conservatives' ultimate policy goals are clearer than those of liberals and moderate conservatives. If liberal arguments were taken to an extreme, they would imply an egalitarian society—at least as measured by the distribution of after-tax income. The moderate conservatives' argument would imply that the very highest income earners would eventually bear 100 percent of the total tax burden. Presumably, neither side would go that far, but where would they stop?

TPC, *Representative Families - The 2001 and 2003 Tax Cuts for Hypothetical Families as a Percent Of After-Tax Income - Other Tables - 2003*, 2 janvier 2004, 1 page.

<http://www.taxpolicycenter.org/TaxModel/tmdb/TMTemplate.cfm?Docid=537&DocTypeID=7>

Tableaux démontrant l'effet des réductions d'impôts pour les années 2001 et 2003, selon le niveau de revenus.

■ Ces trois tableaux démontrent l'importance des réductions d'impôts en fonction du revenu d'un contribuable. Un premier coup d'œil semble démontrer que ces réductions sont régressives, puisque les réductions les plus importantes visent les contribuables ayant un revenu excédant un million de dollars.

Leonard Burman, Deborah Kobes, *Preferential Capital Gains Tax Rates*, 19 janvier 2004, 1 page.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000588_TaxFacts_011904.pdf

L'évolution du taux d'imposition préférentiel des gains en capital depuis 1913.

■ The Jobs and Growth Tax Relief Reconciliation Act of 2003 (JGTRRA) cut the top tax rate on long-term capital gains from 20 percent to 15 percent, the lowest level since World War II. JGTRRA also cut the rate on dividends to 15 percent; previously dividends had been taxed as ordinary income. In contrast, capital gains have been taxed at lower rates than ordinary income for most of the history of the income tax. In comparison, the top tax rate on ordinary income is now 35 percent.

INTERNAL REVENUE SERVICES (IRS)

National Taxpayer advocate, *2003 annual report to Congress*, 31 décembre 2003, 506 pages.
http://www.irs.ustreas.gov/pub/irs-utl/nta_2003_annual_update_mcw_1-15-041.pdf

Le rapport annuel de l'organisme protecteur des contribuables au sein de l'Internal Revenue Services (IRS) identifie l'impôt minimum de remplacement comme le principal problème.

● As required by statute, this report identifies and discusses 20 of the most serious problems encountered by taxpayers. The problem that I believe requires the most immediate and thorough response is the growing reach of the individual Alternative Minimum Tax. This problem is looming over all of us – taxpayers, Congress, the IRS. In the years to come, the IRS will be faced with applying resources to make adjustments to the returns of increasing numbers of taxpayers who were unaware that they, too, “won” the AMT lottery. For that is how the AMT appears to function – randomly, no longer with any logical basis in sound tax administration or any connection with its original purpose of taxing the very wealthy who escape taxation. Congress must address the AMT before it bogsdown tax administration and increases taxpayers’ cynicism to such a level that overall compliance declines.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

William M. Thomas - Chairman, *Estimates of Federal Taxes Expenditures for Fiscal Years 2004-2008*, 22 décembre 2003, 38 pages.
<http://www.house.gov/jct/s-8-03.pdf>

Le rapport sur les dépenses fiscales pour les années 2004 à 2008.

■ This report on tax expenditures for fiscal years 2004-2008 is prepared by the staff of the Joint Committee on Taxation. Part I of this report contains a discussion of the concept of tax expenditures. Part II is a discussion of the measurement of tax expenditures. Estimates of tax expenditures for fiscal years 2004-2008 are presented in Table 1 in Part III. Table 2 shows the distribution of tax returns by income class, and Table 3 presents distributions of selected individual tax expenditures by income class.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

David Austin, Terry Dinan, Roger Hitchner, *The Economic Costs of Fuel Economy Standards Versus a Gasoline Tax*, décembre 2003, 36 pages.
ftp://ftp.cbo.gov/49xx/doc4917/12-24-03_CAFE.pdf

Étude comparative des coûts économiques de deux méthodes de réduction de la consommation d'essence : taxes sur l'essence versus « standards d'économie de carburant » imposés aux fabricants d'automobiles.

● In recent years, there has been renewed interest in the Congress in policies that would reduce gasoline consumption in the United States. That interest has been motivated primarily by concerns about the nation’s energy security and about the risk that carbon emissions, 20 percent of which come from gasoline consumption, may affect the Earth’s climate. This Congressional Budget Office (CBO) study—prepared at the request of the Senate Committee on Environment and Public Works—compares the economic costs of two methods for reducing gasoline consumption: raising the corporate average fuel economy (CAFE) standards for passenger vehicles and increasing the federal tax on gasoline. In analyzing CAFE standards, the study also

estimates the potential cost savings from allowing automakers to trade fuel economy credits with one another as a way of complying. The study breaks down the costs that each of the alternative policies would impose on both producers and consumers. Further, it discusses the prospects for CAFE standards to improve social welfare given that the existing gasoline tax also provides consumers an incentive to buy more-fuel-efficient vehicles. In keeping with CBO's mandate to provide objective, impartial analysis, this study makes no recommendations.

Nabeel Alsalam, Seth Giertz, Dennis Zimmerman, G. Thomas Woodward, Robertson Williams, Bruce Vavrichek, *Private and Public Contributions to Financing College Education*, janvier 2004, 35 pages.
<ftp://ftp.cbo.gov/49xx/doc4984/01-23-Education.pdf>

Coûts des études post-secondaires aux États-Unis: une analyse des sources de financement publiques et privées des étudiants.

- Over the past decade, the growth in the number of students attending college and sharp rises in college costs have led the Congress to supplement the financial aid provided by states, institutions, and employers. That increased federal assistance to students and their parents has taken a variety of forms, including expansion of the student loan program (to make federal loans available to middle-income families), reductions in interest rates on loans, increases in the maximum amount available in the Pell Grant program, creation of the Hope and Lifetime Learning education tax credits, and expansion of tax-advantaged vehicles for education savings. This Congressional Budget Office (CBO) paper—prepared at the request of the Senate Budget Committee—estimates how much students and families paid in college costs in the 1999-2000 academic year after accounting for all of that aid. Because a primary purpose of financial aid is to level the playing field among students and because the cost of college differs significantly for different types of institutions (for example, two-year public and four-year private schools), CBO breaks down its estimates by family income group and type of college.

NATIONAL TAX ASSOCIATION

Jonathan C. Rork, « Coveting Thy Neighbors' Taxation », 56 *National Tax Journal* 775-87, décembre 2003, Vol. 56, No. 4, 13 pages.
[http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/A763851E4EDFC42185256DE10065E4B5/\\$FILE/A05.pdf](http://ntj.tax.org/wwtax/ntjrec.nsf/A763851E4EDFC42185256DE10065E4B5/$FILE/A05.pdf)

Compétition fiscale : une analyse empirique de l'interdépendance des états américains pour les années 1967-1996.

- Recent research has shown that a state's overall tax burden is dependent on that of neighboring states. By disaggregating a state's tax burden into its individual components, this paper demonstrates that during the period of 1967-1996, state taxes with a mobile tax base had positive response rates as high as 60 percent. Thus, a 10 percent increase in neighboring states' rates was met by an increase of up to 6 percent in the home state's rate. Taxes with relatively immobile tax bases exhibit negative responsiveness, meaning that states respond to rate increases in neighboring states by decreasing home rates.

ROYAUME-UNI

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Lorraine Dearden, Emla Fitzsimons and Alissa Goodman, *An Analysis of the Higher Education Reforms*, janvier 2004, 28 pages.

<http://www.ifs.org.uk/education/bn45.pdf>

La réforme du financement des universités : conséquences sur la situation financière des étudiants et des contribuables.

● The government's plans for reforming higher education (HE) funding have been a source of great controversy. Much of this controversy has been focused on what the reforms will mean for students from different family income backgrounds and on the levels of debt they may need to incur to go to higher education. Concern has also been raised about how graduates will be affected by these debt repayments throughout their working lives, as well as whether or not the funds raised will improve the situation of universities significantly. This Briefing Note addresses these issues, as well as describing the evolution of the proposed reforms to HE funding in recent months. In doing this, we set out and explain the system that is most likely to be implemented if the Higher Education Bill passes into law¹ and discuss the ways in which students, graduates and universities are likely to be affected. We also consider the possible effects on the taxpayer. Our Briefing Note builds on earlier work at IFS in which we provided a detailed assessment of the proposals originally outlined in the government's White Paper and compared these with proposals that were being put forward by the Conservatives.

Mike Brewer, Alan Duncan, Andrew Shephard and Maria José Suárez, *Did Working Families' Tax Credit work? Analysing the impact of in-work support on labour supply and programme participation*, 15 décembre 2003, 62 pages.

<http://www.inlandrevenue.gov.uk/research/ifs-laboursupply.pdf>

Analyse de l'impact du « Working Families' Tax Credit », un crédit d'impôt aux parents travailleurs.

● With micro-data from before and after a major reform in 1999 to the structure and form of in-work transfers in the UK, this paper uses a structural model of labour supply and programme participation to show the impact of a reform to in-work support (Working Families' Tax Credit) on both labour supply and programme participation (or take-up). Estimates suggest that the changes in in-work incomes through the introduction of WFTC increased labour supply of lone mothers by around 4.6 percentage points, slightly reduced labour supply of mothers in couples by 0.2 percentage points, and increased the labour supply of fathers in couples by 0.8 percentage points, equivalent to a net increase in participation of 94,000 workers. Participating in Family Credit, the UK's in-work programme before October 1999, conferred a utility loss as well as a utility gain from the extra income, but we find this utility cost of participation to be lower under WFTC.

INLAND REVENUE

Reamonn Lydon, Ian Walker, *Welfare-to-Work, Wages and Wage Growth*, 16 décembre 2003, 35 pages.
<http://www.inlandrevenue.gov.uk/research/ifs-wagegrowth.pdf>

Le programme de réinsertion dans le marché de l'emploi aurait un effet positif sur la croissance des salaires.

● This paper attempts to uncover the effects of a welfare-to-work programme, that acts as a wage subsidy, on wage growth by exploiting an expansion to this welfare programme in the UK. The conventional wisdom is that such programmes trap recipients into low wage, low quality work – this comes from the simple argument that the “poverty trap”, which a wage subsidy for low income workers, induces reduces the benefits to on-the-job training and so reduces wage growth. In fact, a wage subsidy will also reduce the costs of general training because we would normally expect workers to pay for their own general training in the form of lower gross wages. So a wage subsidy is a way of sharing these costs with the taxpayer. Thus, the net effect on wage progression depends on whether it reduces costs by more or less than it reduces the benefits. The paper uses Labour Force Survey panel data to look at wage levels and growth in the UK before and after Working Families’ Tax Credit (WFTC) replaced Family Credit (FC). Both FC and WFTC had a structure that theoretically provided negative incentives for investments that promote wage growth for some (on the maximum) and positive incentives for others (those close to the minimum). We find that FC/WFTC recipients not on the maximum appeared to enjoy *faster* wage growth than did similar non-recipients and that this effect seemed slightly larger for FC than WFTC – reflecting the lower *marginal* subsidy under WFTC. We also find that those receiving the maximum entitlement, for whom the *marginal* subsidy was zero, had lower wage growth than did similar non-recipients, although this effect is not statistically significant. Overall, we find that wage growth for those on WFTC exceeded wage growth for those on FC, although for those already on the taper, wage growth declined reflecting the fact that under WFTC the wage growth is implicitly taxed over a wider range of wages.

BLACKWELL SYNERGY

David Heald, « Fiscal Transparency: Concepts, Measurement and U.K. Practice », *Public Administration*, décembre 2003, Vol. 81, No. 4, p. 723, 37 pages.

<http://www.blackwell-synergy.com/links/doi/10.1111/j.0033-3298.2003.00369.x/abs/?jsessionid=gq4sImQs-DA5>

(pour commander en ligne)

La transparence fiscale et ses implications concrètes: évaluation de la transparence du système fiscal britannique.

● Greater fiscal transparency is seen by its advocates as a means of improving economic governance arrangements in ways which, by promoting fiscal stability, will in turn improve the functioning of the government sector and facilitate improvements in the economic environment for the private sector. 'Fiscal transparency' is much acclaimed by policy-makers, not only in the UK Treasury but also by the IMF and OECD. Fiscal transparency can have substance or can just be vogueish incantation. This article explores the meaning of fiscal transparency, by examining its structure and evaluating criteria for assessing the degree of fiscal transparency attached to particular sets of circumstances. It explores the link between transparency and accountability, developing the distinction between event and process transparency. Consideration is given to the trade-off between the value of sunlight (to employ an analogy) and the danger of over-exposure. The performance of the United Kingdom against emerging international best practice is examined, with regard to both public expenditure and taxation. By international standards, UK fiscal transparency is high. Nevertheless, there is a major gap between UK rhetoric and practice, indicating a divergence between nominal and effective transparency. This is evidenced by: frequent changes in public expenditure definitions; the non-publication of important analyses; the location of certain liabilities 'off-balance sheet'; and a lack of candor about tax policy.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Isabelle Joumard, Per Mathis Kongsrud, « Fiscal relations across government levels », dans OCDE, *OECD Economic Studies No. 36*, Vol. 2003, no. 1, 9 décembre 2003, pp. 163-240.

[http://www.oilis.oecd.org/olis/2003doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/b9c6758da58f9c76c1256df80035d70c/\\$FILE/JT00155695.PDF](http://www.oilis.oecd.org/olis/2003doc.nsf/43bb6130e5e86e5fc12569fa005d004c/b9c6758da58f9c76c1256df80035d70c/$FILE/JT00155695.PDF)

Analyse comparée des questions d'équilibre fiscal et des relations financières entre les niveaux de gouvernement.

● Le transfert de compétences budgétaires aux collectivités territoriales n'a pas toujours procédé de façon linéaire au cours des deux dernières décennies, malgré certains avantages reconnus. La décentralisation peut contribuer au renforcement du processus démocratique, permettre aux collectivités territoriales d'adapter l'offre de services publics aux préférences locales et introduire de la concurrence entre localités, permettant ainsi d'améliorer l'efficacité du secteur public. La décentralisation peut néanmoins générer des pertes d'efficacité, rendre difficile la mise en place de politiques redistributives et compliquer la mise en œuvre de politiques macro-économiques cohérentes. Du côté des dépenses, la décentralisation peut être sous-optimale dès lors que sont importants les économies d'échelle et les effets de "spillover" géographique – effets fréquents car peu de biens publics sont des biens purement locaux par nature. Du côté des revenus, rares sont les assiettes fiscales qui peuvent être gérées au niveau local sans risquer de mettre en péril les objectifs nationaux ou de soulever des problèmes sérieux de redistribution. Cet article propose un cadre d'analyse des relations budgétaires entre l'État et les collectivités territoriales en s'appuyant sur les expériences mises en place dans différents pays pour bénéficier au mieux des avantages de la décentralisation tout en minimisant les effets pervers potentiels.

LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Karl Habermeier, Andrei A Kirilenko, « Securities Transaction Taxes and Financial Markets », 18 pages.

http://econ.worldbank.org/files/23661_chap_11_taxation.pdf

L'imposition des transactions financières aurait de nombreux impacts négatifs.

● This paper argues that that transaction taxes can have negative effects on price discovery, volatility, and market liquidity in securities markets. These effects can lead to a reduction in market efficiency and may contribute to increased asset price volatility. Financial markets transform latent demands of investors into realized financial transactions. Securities transaction taxes (STTs) alter this transformation. Proponents of STTs argue that such taxes can reduce market volatility, help to prevent financial crises, and reduce excessive trading.¹ Opponents believe that STTs are difficult to implement and enforce and that they can do great damage to financial markets. This paper considers the impact of transaction taxes on financial markets in the context of four broad questions. How important is trading? What causes price volatility? How are prices formed? How valuable is the volume of transactions? These questions are at the core of the debate on the role of transaction taxes. Our arguments draw on research on market microstructure, asset pricing, rational expectations, and international finance.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec,
Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oligny